



COMPTE RENDU de la REUNION ORDINAIRE CSE Du vendredi 17 novembre 2023

À propos du BUDGET CSE

Cette réunion s'est tenue de 9 heures 30 à midi.

Etant donné les nombreux points à l'ordre du jour, seulement la moitié a été discutée.

La direction a fixé la prochaine réunion pour finir l'ordre du jour au vendredi 24 novembre.

Le démarrage a été un peu laborieux car il y avait un représentant de la direction en trop par rapport au nombre autorisé par la loi. Les élus CGT ont insisté pour qu'un des cadres quitte la réunion.

Il y a eu un peu d'énervement de leur part.

Nous avons abordé uniquement 29 des 41 points sur lesquels nous revenons à chaque réunion parce qu'aucun n'est vraiment réglé.

Les points les plus attendus par tous sont reportés à la réunion de vendredi prochain, c'est à dire :

- Date de la fermeture pour le changement de transformateur.
- Présentation des nouveaux critères pour la prime responsable de ligne.
- Ouverture des N.A.O.
- Déploiement de la prime de compétence pour les techniciens, régleurs, fabricants.

Sur ce dernier point, à l'occasion de la validation du PV de la réunion du 10 octobre, le directeur a laissé entendre qu'à la réunion précédente il avait été discuté que discuté de la mise en place d'une « matrice » de compétence mais pas de prime. C'est faux, le 10 octobre, les élus CGT eux avaient évidemment parlé de prime en application de son projet de septembre 2023.

A propos du **passage des nouveaux caristes au coefficient 175**, à la réunion du 17 octobre, la direction nous avait affirmé que tous les caristes étaient au 175. Ceci était faux. Mais cette affirmation fautive donnait l'espoir du passage des caristes au coefficient 175.

Mais le 17 novembre, la direction prétexte que les caristes doivent utiliser Adonix pour être au 175, ce qui est tout aussi faux.

Son accord tordu « qualifications et coefficients » signé par la CFTC en 2015, prévoit le 175 pour les caristes « manipulant les palettes en autonomie ». Au 175, l'utilisation d'Adonix est requise seulement pour les inventaires et la préparation au Silo, donc pour les caristes du Silo.

Le plus choquant est qu'un des caristes récemment embauché au 160 travaillait au 175 il y a quatre ans mais seulement à l'UAP2. Aujourd'hui, il occupe plusieurs postes de cariste, plus expérimenté... mais il travaille à un coefficient inférieur.

Toutes ces incohérences pour ne pas payer les caristes en intérim 21 € de plus par mois.

L'essentiel des sujets abordés concernait **les points de sécurité**.

La plupart de ces points sont posés par nous depuis le mois de mars, voire plusieurs années pour certains.

Certains sont en voies d'être en partie résolues. Insister n'est donc pas complètement inutile.

Le responsable HSE Fareva était enfin présent alors que depuis le mois de mars il n'y a plus de responsable HSE à l'usine.

Il nous a dit qu'il n'avait pas de budget à nous allouer pour satisfaire nos demandes. Nous lui avons répondu que nous n'attendions pas d'argent de sa part mais qu'en tant que spécialiste son rôle était

de résoudre les problèmes de sécurité et de relayer nos demandes auprès de la direction Fareva qui elle distribue les budgets.

Le 16 janvier, comme la nouvelle responsable HSE de l'usine doit arriver, il est probable que nous ne verrons plus ce cadre Fareva.

Le gros sujet de sécurité concerne **les suites à donner au rapport Cramif d'avril 2023** sur l'assainissement de l'air à l'UAP Fabrication.

Il est clair que depuis avril ce rapport n'a déclenché aucune réaction de la part de la direction alors qu'il pointe des problèmes importants de sécurité.

La première recommandation de la Cramif est d'arrêter le recyclage de l'air des ateliers de la Fabrication. La direction tourne très largement autour du pot pour ne pas aborder cette question.

Après, il reste les recommandations concernant l'équipement de l'atelier en matériel adapté pour améliorer l'extraction des poussières et des vapeurs à la source. Là, du bout des lèvres, la direction reconnaît qu'il faut peut-être étudier la question.

La seule avancée est le projet de mise en place d'un groupe de travail mais avec la collègue HSE en CDD qui ne sera donc peut-être plus là en début d'année 2024.

Si les élus CGT ne s'occupaient pas de donner une suite à ce rapport Cramif, la direction ne ferait rien.

Mais pour que ce rapport ou les groupes de travail aboutissent à de réelles avancées pour la sécurité, c'est d'abord à nous, aux travailleurs de la fabrication, d'exiger les solutions qui leurs conviennent.

A PROPOS DU BUDGET DU CSE

Os à ronger et luttes à mener

Pourquoi souhaitons nous aborder le sujet du budget CSE avec vous tous ?

Parce que la gestion de ce budget prend beaucoup de temps aux élus CGT, temps qui manque pour s'occuper des problèmes vitaux : les salaires, le recul des conditions de travail et la sécurité car la dégradation de nos conditions de vie ne s'arrêtera pas sans mobilisation des salariés.

Le budget du CSE est un os à ronger octroyer par le code du travail pour occuper les syndicalistes à autre chose qu'à tenir leur véritable rôle de syndicaliste.

Par exemple, qu'ont fait les candidats libres puis les élus CFTC pendant leurs nombreuses années de mandats majoritaires ?

En plus de signer des accords et de ne pas faire de vague lors des réunions avec la direction, leur principale occupation était de distribuer les chèques vacances, bons d'achats etc.

Le but de la CGT-Cosmeva étant d'aider les salariés à se regrouper pour qu'ils défendent leurs intérêts, il est nécessaire que nous réfléchissions ensemble à simplifier la gestion du budget du CSE pour libérer du temps aux élus.

Comme le budget du CSE c'est l'argent des salariés, c'est aux salariés de décider de son utilisation, c'est la raison pour laquelle nous vous demandons votre avis.

C'est ainsi qu'en 2023, le budget a été décidé après un sondage (suppression de Meyclub, simplification de la distribution).

Pour libérer du temps aux élus, il serait bien de décider de modalités de distribution des bons d'achat plus simples, sans avoir à fournir de justificatifs, ce qui n'est pas possible pour la rentrée scolaire.

Voilà à quoi il est important de réfléchir ensemble avant que nous établissions le budget 2024.

Le 20 novembre 2023.

